

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Interreg



Cofinancé par
l'Union Européenne
Kofinanziert von
der Europäischen Union

Rhin Supérieur | Oberrhein



PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST

Liberté
Égalité
Fraternité



Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

ETAT - Ministère de la Transition écologique
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
(DREAL) Grand Est

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est

Objet du marché

Travaux de Restauration de la continuité piscicole des seuils aval du feston de Rhinau

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1-1. Objet du marché.....	4
1-2. Décomposition en tranches et en lots	4
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	4
1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité	7
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	8
1-6. Dispositions générales	8
1-7. Ordres de service	12
1-8. Propriété intellectuelle	12
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	12
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	14
3-3. Variation dans les prix	18
3-4. Modalités particulières de paiement	20
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	20
3-6. Augmentation du montant des travaux	20
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES	21
4-1. Délai de réalisation	21
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	21
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	21
4-4. Autres pénalités.....	21
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	23
5-1. Retenue de garantie.....	23
5-2. Avances	24
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	24
6-1. Provenance des matériaux et produits.	24
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt	25
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	25
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.	25
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	26
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux	26
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	26
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	26
7-4. Piquetage général.....	26
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	27
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	27
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	27

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages	29
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément.....	30
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers	30
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé	34
8-6. Registre de chantier	34
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	35
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux ..	35
9-2. Réception	35
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	35
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages	35
9-5. Documents fournis après exécution.....	36
9-6. Délai de garantie	36
9-7. Garanties particulières	36
ARTICLE 10. RESILIATION.....	37
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	38
11-1. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser.....	38
11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser	39
11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales	39
11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	40
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	40

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans la suite du présent document le "Maître d'ouvrage" est le pouvoir adjudicateur pour le compte duquel les travaux sont exécutés.

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 1 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Les travaux faisant l'objet du présent appel d'offres ont pour but de réaliser une passe à poissons de type rampe avec macro-rugosités régulièrement réparties en rive gauche au droit du seuil 3 et en rive droite au droit du seuil 2 afin de restaurer la continuité piscicole sur le feston de Rhinau (Vieux Rhin)

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'ensemble des prestations à exécuter constituent une tranche ferme. Il n'y a pas de tranche optionnelle.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

INGEROP (Mandataire)

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études préliminaires (EP)

Les études d'avant-projet (AVP)

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

L'ordonnancement, la coordination et le pilotage du chantier pour la rive Française et rive Allemande OPC.

Mission complémentaire n°1 (MC1) : Etudes complémentaires pour la rive Française et la rive Allemande le cas échéant, après étude de toutes les études et données à la disposition du maître d'œuvre ;

Mission complémentaire n°2 (MC2) : Etudes et montage des dossiers de demandes d'autorisations pour la rive Allemande et la rive Française jusqu'à leurs obtentions.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs en phase de conception et réalisation est assurée par :

SOCOTEC Construction – 5 allée Cérés – CS 37018 - 67037 STRASBOURG CEDEX

construction.strasbourg@socotec.com

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission d'Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC) de chantier est assurée par la maîtrise d'œuvre .

L'éventuelle coordination entre les travaux du présent marché et d'autres prestations ou travaux périphériques sera assurée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre.

1-3.8. Autres intervenants

- Prestataire(s) chargé(s) du contrôle extérieur des travaux : prestataire(s) en cours de désignation

1-3.9. Représentation de la maîtrise d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, la maîtrise d'ouvrage est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le Directeur de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'œuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'œuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'œuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-3.10. Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, il est précisé que tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'œuvre pourront procéder à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE (et/ou autre système similaire), au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire).

La messagerie dématérialisée sera sécurisée et assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. .

Ces accusés de réception seront générés la messagerie dématérialisée, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par la messagerie dématérialisée, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation par le destinataire de l'information sur la messagerie dématérialisée, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai. En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans la messagerie dématérialisée.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via la messagerie dématérialisée par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via la messagerie dématérialisée, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'œuvre.

1-4. Travaux intéressant la "Défense" - Obligation de confidentialité et mesures de sécurité

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4 du présent CCAP

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Maître d'ouvrage, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Maître d'ouvrage, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants :

Pendant les travaux :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000 €.

Après les travaux :

Tous dommages confondus par sinistre et par année : 1 500 000 € dont dommages immatériels non consécutifs : 75 000 €.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Par dérogation à l'article 8.1.2 du CCAG, le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés.

Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants :

- Garantie effondrement avant réception ;
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire ;

L'entreprise ou, en cas de groupement, chaque membre du groupement justifiera de sa police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances

émanant de leur société d'assurances conforme au modèle standard défini par la Fédération Française des Sociétés d'Assurance (FFSA) comportant au minimum un plafond de garantie :

- Plafonds de garantie par sinistre en matière de garanties dommage corporels : 3 500 000 €
- Plafonds de garantie par sinistre en matière de garanties dommage matériels et immatériels : 900 000 €

L'entreprise justifiera de la souscription d'un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) titulaire(s) fourni(ssen)t une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, après passation d'un ou de plusieurs marchés négociés en application de l'article R.2122-7 du CCP

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances la gestion des déchets, et la qualité environnementale des travaux.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

1-7. Ordres de service

L'ordre de service est la décision signée, du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-8. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

A- Pièces particulières :

- Pièce 1 : Acte d'Engagement (A.E.) et ses pièces jointes
- Pièce 2 : Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Pièce 3 : Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Pièce 4 : Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)
- Pièce 5 : Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)
- Pièce 6 : Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.)
- Pièce 7 : Contenu du Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance Qualité (S.O.P.A.Q.) à fournir par l'Entreprise
- Pièce 8 : Contenu du Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (S.O.P.R.E.) à fournir par l'Entreprise
- Pièce 09 : Notice de respect de l'environnement (N.R.E.)

- Pièce 10 : Dossier de plans
- Pièce 11 : Récépissés de Déclaration Travaux
- Pièce 12 : Rapport géotechnique G2-PRO ind A

Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :

- Les avenants ;
- Les états supplémentaires de prix forfaitaires et les bordereaux supplémentaires de prix unitaires,
- Les actes spéciaux de déclaration de sous-traitants.

Pièces non contractuelles :

- Planning prévisionnel des travaux
- Plans d'archive
- Dossiers de plans en Format DWG
- Rapport hydroservice – Mesures niveau d'eau Vieux Rhin
- Documentation Pyrotechnique Allemagne

B- Pièces générales :

- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par **arrêté du 30 mars 2021** et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;

Engagements unilatéraux du titulaire :

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté un mémoire justificatif et explicatif avec les documents suivants qui constitue des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage :

- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ)
- La note relative à l'hygiène et à la sécurité
- Le planning sous forme de graphique à barres
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)
- Les décompositions des prix forfaitaires ;
- Les sous-détails des prix unitaires

Le maître d'ouvrage pourra par conséquent à tout moment, exiger du titulaire au moins le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrit dans ses documents.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- en ayant pris connaissance complète et entière du terrain de l'emprise et de ses abords, des conditions d'accès, des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers,
- en ayant apprécié toutes les difficultés inhérentes au site,
- en ayant contrôlé les indications des documents du DCE,
- en s'étant entouré de tous les renseignements complémentaires nécessaires auprès du MOE et auprès de tous les services ou autorités compétentes,
- en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché ;
- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des dépenses et des sujétions liées au respect de l'environnement ;
- en tenant compte des dépenses liées à la maîtrise des éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement ;

- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- Le caractère inondable du site ;
- Réalisation des opérations de contrôle ou essais de toutes natures et délais de levée des points d'arrêts fixés au P.A.Q. et au présent marché ;
- Les frais nécessités par : la remise en état, la réparation éventuelle, le remplacement ou la réfection des matériaux ou ouvrages détériorés.
- Les risques de détérioration, de vandalisme ou de vol sur place

- En tenant compte des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des ouvrages ci-après extérieurs au présent marché :

- Risques de concomitance avec des travaux de dévoiements de certains réseaux.

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Nature de phénomène	Intensité limite et durée
Précipitations	40 mm d'eau pendant 24 heures, exclusivement pendant les travaux et constaté par le Maître d'Œuvre

Température mesurée à 7h du matin sur le chantier	Ambiante : inférieure ou égale à 0°C pour une opération de bétonnage en concertation et accord du Maître d'Œuvre
Vent	Supérieur à 70 km/h pendant 24heures

L'entrepreneur doit fournir toutes les justifications nécessaires à ce sujet, dont la copie des relevés émanant des services météorologiques les plus proches du chantier. Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique implantée sur la commune de Strasbourg (67000).

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le RPA.

Pour les modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives, se référer à l'article 3.5 du présent CCAP.

3-2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

3-2.5. Calcul des décomptes et des acomptes

Il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

Les projets de décomptes seront présentés conformément au modèle qui sera fourni au Titulaire par le Maître d'œuvre.

Le Maître d'Œuvre pouvant mettre en place une gestion automatisée du marché à l'aide de son matériel informatique. Et le calcul des décomptes et des acomptes étant alors réalisé par le système de gestion informatique des marchés (GAMA), sur lequel le Titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant de la Maîtrise d'Oeuvre.

A. Décomptes et acomptes mensuels

Par dérogation à l'article 12. du CCAG, le 20 de chaque mois au plus tard, le Titulaire remet uniquement au Maître d'Œuvre un projet de décompte mensuel établissant le montant total, arrêté au 20 du mois en cours, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché

depuis le début de celui-ci, et faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent.

La gestion des avants-métrés et des métrés est réalisée par un système informatique de gestion prévisionnelle des quantités et de gestion des métrés sur lequel le Titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant de la Maîtrise d'Oeuvre. Les avants-métrés et les métrés du Titulaire sont présentés impérativement dans le fichier source dont le modèle sera fourni par le Maître d'œuvre.

Les quantités mensuelles proposées seront renseignées par l'Entrepreneur et seront portées par lui-même sur un fichier informatique qui lui sera transmis par le Maître d'œuvre. Ce dernier dispose de la possibilité de modifier les quantités qui lui paraissent inexactes ou erronées à tout moment, notamment sur la base des constatations citées à l'article 11 du CCAG. L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que la présente opération sera subdivisée en ouvrages de gestion et que toute proposition de quantité devra être obligatoirement décomposée selon ces ouvrages de gestion. Le découpage en ouvrages de gestion sera communiqué à l'entrepreneur au début de la période de préparation.

Le projet de décompte mensuel contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint ou un groupement à comptes séparés, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

L'entrepreneur procédera aux saisies (dans le fichier source dont le modèle sera fourni par le Maître d'œuvre) des quantités mensuelles estimées et constatées (correspondant aux avant métrés ou métrés) par prix unitaire et par ouvrage de gestion technique selon le découpage fourni par le Maître d'œuvre.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement conjoint ou un groupement à comptes séparés, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre.

Le décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l'article 3-2.6 du présent CCAP.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le pouvoir adjudicateur de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre : **489 626 135 00425**
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » : **CGFB200067**
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

Les factures sont à adresser au maître d'oeuvre.

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours à compter de la réception de la totalité des pièces nécessaires au traitement de la situation (garantie bancaires, attestations à paiement direct sous-traitant conformes, quitus des sous-traitants conformes etc...)

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-2.7. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix des index de référence

L'index de référence I, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché, est l'index :

- **TP01** - tous postes hors postes mentionnés pour le TP02 ou TP13
- **TP02** - Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation
 - 3008 Plots de macrorugosité
 - 3009 Fondation Plots de macrorugosité
 - 3010 Ferrailage macrorugosités et fondation
 - 3013 Liaisonnement enrochements
 - 3014 Fermeture passe à poissons existante par un voile en zone amont
 - 4005 Escalier béton d'accès au fond de la passe à poissons
- **TP13** - Charpentes et ouvrages d'art métalliques
 - 3002 Fourniture des palplanches
 - 3003 Battage/fonçage des palplanches
 - 3004 Mise en fiche des palplanches
 - 3005 Reçepage palplanches
 - 3006 Ouvrage définitif de stabilité
 - 3007 Ouvrage provisoire de stabilité
 - 4006 Main courante
 - 4007 Garde-corps

Ils sont publiés :

- sur le site internet de l'INSEE,
- au bulletin officiel du Ministère en charge du calcul des index BTP

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, **autres que de dédit ou d'attente**.

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations .

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement d'opérateurs économiques à comptes séparés**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.

- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

3-6. Augmentation du montant des travaux

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un avenant ou une décision de poursuivre signée par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'oeuvre, et sans qu'une procédure contradictoire préalable ne soit nécessaire.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG :

Le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités journalières de 2000 (deux mille) euros hors taxes par jour calendaire.

Il sera fait application de l'article 19.2.2 du CCAG.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG :

Le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, les pénalités journalières de 2000 (deux mille) euros hors taxes par jour calendaire.

Il sera fait application de l'article 19.2.2 du CCAG.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à cinq cents (500) euros.

4-4.2. Transmission des avant-métrés

Pour être visés, les plans devront être systématiquement accompagnés de leurs avant-métrés. La non transmission des avant-métrés entraînera l'application de pénalités à hauteur de 500 euros par plan et par jour calendaire.

Si l'ensemble des avant-métrés n'ont pas été transmis avant la fin de la période de préparation, les pénalités appliquées sont à hauteur de 1000 € par jour calendaire.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 1000 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 1000 €

4-4.5. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l'article 11.4 pour la production des renseignements relatifs à l'exécution des actions d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 100 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 1000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7. Autres pénalités diverses

Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs :

En cas de non-respect des mesures concourant à l'hygiène, la sécurité, ou à la protection de la santé, le titulaire encourt, une pénalité journalière fixée à 500 € par infraction constatée.

Maintien des accès et propreté des voiries :

En cas de défaut du maintien des accès et de défaut de propreté des voiries publiques et espaces privés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité fixée à cinq cents (500) euros ~~hors taxes~~ par infraction, reconduite chaque jour jusqu'à la levée de l'infraction

Plan Assurance et Qualité :

En cas de non-respect des dispositions du PAQ, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité fixée à mille (1 000) euros par manquement constaté par le maître d'œuvre.

Exploitation sous chantier :

En cas de non-respect des prescriptions relatives à l'exploitation sous chantier (telles que définies dans le DESC), le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG, une pénalité fixée à mille cinq cents (1 500) euros par infraction, reconduite chaque jour jusqu'à la levée de l'infraction.

Prescriptions environnementales :

En cas de dommages causés à l'environnement ou aux tiers, ou de non-respect des exigences environnementales mentionnées à l'article 1-6.5.2 ci-avant, le titulaire encourt, une pénalité journalière fixée à 1000 € par infraction constatée, pouvant être reconduite chaque jour jusqu'à levée de l'infraction (cumulable dans la limite de 20 000 € HT) et ce indépendamment des mesures ou poursuites qui pourraient être engagées par les services chargés de la police des eaux ou de l'environnement, et des travaux à entreprendre pour réparer les dommages causés, qui restent à la charge de l'entrepreneur

Registre de chantier :

La transmission des ~~journaux~~ registres de chantier de la semaine N devront être remis au plus tard en fin de semaine N+1. Tout retard dans la transmission des journaux de chantier entraînera des pénalités à hauteur de 500 euros HT par jour calendaire

Clauses de confidentialité :

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 1000 € par infraction constatée.

Réglementation RGPD :

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 500 € par infraction constatée.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu'il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	①
Ferme	10 %

① % du montant initial TTC de la tranche.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant de l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

6-3.1. Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG et du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3.2. Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

6-3.3. Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage

Le titulaire sera tenu de fournir à ses frais tous les échantillons nécessaires aux vérifications conformément à l'article 24.5 du CCAG.

La maîtrise d'ouvrage se réserve toutefois le droit de procéder à des contrôles extérieurs autant que nécessaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. REALISATION DES TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7-4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre, pour tous les ouvrages.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG par le titulaire, contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques, le titulaire doit, 10 jours au moins avant le début des travaux, prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :



Par les soins du titulaire :

- Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 7 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation (*ce calendrier sera tenu et mis à jour par l'entreprise pendant toute la durée des travaux, avec recensement des documents d'exécution, de leurs différentes versions et dates, et de leurs visas par le maître d'œuvre*);
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter (y compris pour les délais d'approvisionnements) ;
- du mode opératoire détaillé de chacune des phases de travaux ;
- du SOPRE ;
- Etablissement et mise au point du Plan d'Assurance Qualité, en se basant notamment sur le SOPAQ remis à l'offre.
 - La Note d'Organisation Générale (NOG) sera à remettre dans les 10 jours qui suivent le début de la période de préparation.
 - Les procédures sont à fournir pendant la période de préparation, suivant le calendrier d'établissement des documents d'exécution.

- Les demandes d'agrément des différents matériaux sont à fournir pendant la période de préparation, suivant le calendrier d'établissement des documents d'exécution
- Etablissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution et des éléments nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 20 jours suivant l'OS de démarrage, ainsi que des avant-métrés correspondants.
- Désignation du responsable qui sera l'interlocuteur pour la clause sociale d'insertion tel que mentionné à l'article 11 du présent CCAP.
- Etablissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 10 jours à compter du début de la période de préparation.

- Etablissement et mise au point des dossiers réglementaires,
- Présentation au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS des DICT
- Etablissement des dossiers d'agrément des sous-traitants.
- Les travaux suivants peuvent être entrepris pendant la période de préparation, sous réserve qu'ils aient obtenus les VISA et autorisations du maître d'œuvre au préalable :
 - Mise en oeuvre des installations de chantier sans impact sur la circulation
 - Résultats mission géotechnique
 - Prestations de repérage et implantation,
 - Balisage et clôture des zones environnementales à protéger,
 - Convenances béton éventuelles,

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.



Par les soins du maître d'œuvre :

- Diffusion des documents informatiques nécessaires à l'établissement des études d'exécution.
- Fiche d'observations sur le calendrier détaillé d'établissement de l'ensemble des documents.
- Fiche d'observations sur le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires.
- Fiche d'observations sur le calendrier détaillé d'exécution des travaux.
- Fiche d'observations sur le dossier d'exploitation et demande de l'arrêté de circulation.
- Approbation du PAQ.
- Visa du SOPRE
- Fiche d'observation sur les dossiers réglementaires.
- Visa des documents d'exécution des ouvrages.
- Approbation des procédures d'exécution.
- Approbation des origines et nature des matériaux et produits.
- Approbation du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).
- Constat contradictoire de l'état des lieux des secteurs sensibles (propriétés privées riveraines du chantier, zones environnementales à protéger,...)
- Réalisation d'une (ou plusieurs) réunion(s) préalable(s) aux travaux, organisée(s) par le maître d'œuvre, et ayant notamment pour objet :
 - de procéder aux dernières vérifications des autorisations nécessaires, et à leur application pendant les travaux (gestionnaires d'ouvrages divers, arrêtés préfectoraux d'autorisation avec prescriptions environnementales,...)

- de réunir les divers acteurs concernés (entreprises, bureaux d'études, concessionnaires, SPS, Contrôleur extérieur,)
- de préparer l'examen et la validation du programme des études d'exécution, des modalités de circulation des documents, et des diverses opérations de préparation exposées ci-avant.
- définition des modalités de suivi par l'entreprise de la clause sociale d'insertion prévue au marché
- à l'issue de la réunion, un compte-rendu détaillé sera établi et diffusé par la maîtrise d'œuvre aux divers acteurs concernés.

Il est précisé que les visas de documents n'atténuent en rien la responsabilité de l'entrepreneur.

- Par les soins du Maître d'ouvrage:

- Agrément des sous-traitants éventuels.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis **sous forme de fichier informatique** dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Après leur réception, ce dernier doit les retourner au titulaire avec ses observations (visa avec ou sans observations, ou réserves, ou refus de visa) au plus tard **quatorze (14) jours calendaires pour les notes de calculs et les plans**.

Le délai d'instruction du maître d'œuvre, en vue de l'approbation du PAQ, ne dépassera pas :

- 15 jours ouvrés pour le Plan d'Assurance Qualité initial,
- 10 jours ouvrés pour les mises à jour courantes.

Un exemplaire papier des plans et documents bons pour exécution sera mis à disposition du Maître d'œuvre et du maître d'ouvrage dans les installations de chantier.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un bureau pour le maître d'œuvre, cette construction étant éclairée, climatisée, et avec remise d'une clé au maître d'œuvre ;
- Une salle de réunion pouvant recevoir au minimum 8 personnes (table et chaises) ;
- Un parking véhicules légers de capacité adaptée ;

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des services ci-après :

- pour les routes départementales :
Collectivité Européenne d'Alsace (CEA)

- pour les voies et chemins communaux :
Les mairies territorialement compétentes.

Elle doit être conforme :

- à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine. En outre, le maître d'œuvre pourra alors suspendre le chantier par ordre de service sans donner droit à l'entrepreneur à une indemnité ou à prolongation du délai contractuel d'exécution.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de prescrire en cours de chantier, tel complément de signalisation qu'il jugera utile. Le non-respect de ces prescriptions entraînera les mêmes procédures que celles prévues ci-dessus.

La signalisation éventuelle au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre, le responsable de l'exploitation et de la signalisation du chantier,

responsable qui doit pouvoir être contacté, intervenir et mettre en œuvre les moyens nécessaires au maintien de la signalisation de jour comme de nuit.

Sous réserve d'intervention éventuelle personnelle de ses supérieurs hiérarchiques à l'intérieur de l'entreprise, le responsable de l'exploitation et de la signalisation devra assumer personnellement la responsabilité du gardiennage de la signalisation. De plus, chaque soir à la fin de la journée de travail, la signalisation en place sera contrôlée par ses soins et notée sur la main courante spécifique tenue par l'entreprise.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation le titulaire est tenu d'avoir en permanence l'ensemble du matériel nécessaire au maintien en bon état de la signalisation provisoire mise en place dans le cadre du marché.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section qui serait abandonnée avant l'achèvement de l'ensemble des travaux ; les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le balisage et les protections des réseaux devront être respectés et maintenus ou créés.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

L'écoulement des eaux à travers le chantier peut être restreint dans les conditions suivantes :

- Se reporter aux prescriptions émises dans l'arrêté Loi sur l'eau n° 2019-1783 qui demande notamment (article 9) l'établissement d'un Plan de retrait du chantier qui gère l'anticipation des éventuel(le)s débordements/crues et le repliement des installations pour ce qui concerne les zones inondables ou sujettes à des remontées de nappe pour le cas où une crue ou une remontée de nappe surviendrait en phase chantier (cf. Plan de retrait à prévoir au SOPRE de l'entreprise) ;

8-4.6. Démolition de constructions

Les produits issus d'opérations de démolition ou de démontage doivent être triés puis évacués par la filière appropriée.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

Le lieu des travaux est susceptible de contenir des engins de guerre non explosés.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

De manière générale, le maître d'œuvre pourra exiger l'achèvement, le samedi, le dimanche ou un jour férié, de tous les travaux dont l'exécution conditionnerait la sécurité de la circulation publique. Si cette éventualité se produisait du fait ou par la faute du titulaire, ce dernier ne pourra prétendre à aucune indemnité ou prolongation de délai.

Les dispositions des circulaires fixant la liste annuelle des jours "hors chantiers" sont réputées connues par le titulaire. Ces journées ne donneront lieu à aucune prolongation du délai d'exécution.

Les accès devront être conformes à ce qui est indiqué au plan du DCE.

Les prix et les délais d'exécutions visés à l'article 4-1 du présent CCAP tiennent compte de ces sujétions.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, le coût des essais et contrôles réalisés par le maître d'ouvrage est supporté par le titulaire.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Le plan général des travaux et réseaux,
- Les plans d'exécution et notes de calcul/rapports d'études avec visa BPE du Maître d'œuvre,
- Le plan détaillé de l'ensemble des ouvrages linéaires au 1/200 (levé des coordonnées planimétriques X, Y à ± 5 cm dans le système ETRS89 UTM32N et altimétrique Z dans le système NN (Normalnull), à ± 5 cm),
- Les profils en travers de chaque zone (aval, amont, section courante amont, cession au droit du barrage) Les plans de récolement des déplacements de réseaux (le cas échéant),
- Le PAQ définitif comprenant les notices techniques et descriptives de tous les matériaux mis en œuvre. Leur provenance (coordonnées complètes des fournisseurs) devra être tracée,
- Le journal de chantier,
- La synthèse des essais de contrôle et du suivi géotechnique effectués pendant la phase chantier dans le cadre de l'application stricte du PAQ.
- Les documents nécessaires à l'établissement du DIUO ;

Toutes les pièces graphiques devront être entièrement cotées. Elles devront notamment indiquer :

- Le nom de l'Entreprise,
- La désignation du client,
- La désignation précise et complète du plan,
- La mention précise de la ou des échelles utilisées,
- La nature des modifications, s'il y a lieu (tout plan modifié devra obligatoirement porter un nouvel indice et la date de modification).
- Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, **en 3 exemplaires dont un** sous la forme de fichiers informatiques.
- Les plans seront remis sous le format dwg ou dxf pour les fichiers édités sous Autocad.
- Les autres pièces seront transmises sous les formats suivants :
 - ppt, doc, xls, pour les documents élaborés à l'aide de la suite Microsoft Office ;
 - sxw, sxc, odc, odp, odt, pour les fichiers générés grâce à LibreOffice ;
 - pdf.
- Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites, et un sommaire détaillé du contenu du DOE sera fourni.

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 42.3 du CCAG, le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie généré par la dernière réception permettant l'établissement du décompte final du marché.

9-7. Garanties particulières

9-7.1. Garantie particulière des macrorugosités

Le titulaire s'engage à garantir la conformité et la pérennité des macrorugosités réalisées sur la rampe (incluant la forme, les cotes d'arases supérieures et inférieures, les dimensions et tout autre paramètre défini dans le présent CCTP) pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date d'effet de la réception des travaux concernés.

Pendant cette période, le titulaire est tenu, sur simple demande du maître d'ouvrage et sans frais pour ce dernier, de procéder à toutes investigations nécessaires visant à identifier l'origine de tout défaut constaté affectant l'alignement, les dimensions, les niveaux ou la structure des macrorugosités. Il devra également assurer, à ses frais, les réparations ou réfections requises pour rétablir la conformité des ouvrages, que les désordres proviennent des matériaux utilisés, des produits mis en œuvre ou des conditions d'exécution, conformément aux exigences techniques et aux tolérances définies dans le présent CCTP.

9-7.2. Garantie particulière du système de protection des structures métalliques

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de tenue du système de protection pendant un délai de 5 ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution, en application des critères et dans les termes définis par le CCTP.

9-7.3. Garantie particulière des systèmes de protection sur bois

Sans objet

9-7.4. Garantie particulière des peintures sur maçonnerie, enduits et serrurerie

Sans objet.

9-7.5. Garantie particulière de fonctionnement d'installation de haute technicité

Sans objet.

9-7.6. Autre(s) garantie(s) particulière(s)

Sans objet

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le Maître d'ouvrage des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du Maître d'ouvrage, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Cette clause est applicable à la totalité du marché.

Pour l'exécution du marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

11-1. Publics visés et volume horaire d'insertion à réaliser

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi allocataires du RSA ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité ;
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple "Défense 2ème chance" ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet.
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du facilitateur de la clause sociale, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

11-2. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser

Le volume horaire de travail précisé ci-dessous est obligatoirement réservé aux publics visés au 11-1.

Le nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché est de **525 heures**.

11-3 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus, en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- 1ère modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ou d'une Entreprise de Travail temporaire (ETT), d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une Association intermédiaire (AI).

- 3ème modalité : l'embauche directe par l'entreprise

Dans le cas où l'entreprise attributaire procède à une embauche directe d'une personne visée par l'action d'insertion (CDI ou CDD par exemple), y compris après avoir eu recours pour cette personne à la première ou à la deuxième modalité citées ci-dessus, les heures travaillées au titre de la clause sociale d'insertion pourront être comptabilisées pour toute la durée restante du marché (période entre la date d'embauche et la fin du marché).

L'attributaire désignera un responsable des ressources humaines qui sera l'interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise titulaire et pour en assurer le suivi en liaison avec le facilitateur de la clause sociale.

11-4. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Relais Chantiers : GROSCLAUDE Gilles et WENDLING Olivier

grosclaude@relaischantiers.eu

owendling@relais2d.eu

03 88 23 32 89

03 88 23 32 82

Strasbourg

Dans ce cadre, le facilitateur de la clause sociale a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale
 - Accompagner l'entreprise à définir la nature de ses besoins en matière de recrutement dans le cadre de la clause (définition des postes, des tâches, des compétences)
 - Identifier le public susceptible de bénéficier des mesures d'insertion
 - Mettre en œuvre des actions de formation (pré-qualification, qualification, alternance) pour favoriser le recrutement direct des personnes en insertion
 - Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours des organismes spécialisés
- Suivre l'application de la clause et évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

11-5. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans ce cas, le facilitateur de la clause sociale étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

L'exécution de la clause pourra faire l'objet d'un suivi en réunion de chantier.

A l'issue du marché, le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente, avec son projet de décompte final, l'attestation du facilitateur de la clause sociale, faisant état du bilan d'insertion mis en œuvre par le titulaire.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

AE 3-1	déroge à l'article	18.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.3	déroge à l'article	8.1.2 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	12 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1 du CCAG
CCAP 4.3	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 4-4.7	déroge à l'article	52.1 du CCAG
CCAP 6-3.3	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 du CCAG 2ème et 3ème alinéa
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	38, 41.1, 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	42.3 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

CCTP-F01 1.08.1.1 et 1.09.1.1 déroge à l'article 34.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics :

Sans objet

c) Normes françaises homologuées :

Sans objet

d) Autres normes :

Sans objet

**

*